

**Conseil économique et social**

Distr. limitée  
11 mars 2011  
Français  
Original: anglais

**Commission des stupéfiants****Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Application des traités internationaux relatifs  
au contrôle des drogues: coopération internationale  
pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des  
substances psychotropes à des fins médicales  
et scientifiques tout en empêchant leur détournement**

**Hongrie et Islande\*\* : projet de résolution****Veiller à ce que des échantillons de référence et d'essai de  
substances placées sous contrôle soient disponibles dans les  
laboratoires d'analyse des drogues à des fins scientifiques**

*La Commission des stupéfiants,*

*Ayant à l'esprit* l'important rôle confié à l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour ce qui est d'assurer, en coopération avec les gouvernements, la disponibilité de stupéfiants à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant le trafic illicite de drogues et l'usage de drogues illicites, conformément au paragraphe 4 de l'article 9 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>1</sup>,

*Rappelant* la Convention de 1971 sur les substances psychotropes<sup>2</sup>, dans laquelle il est reconnu que l'utilisation des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques est indispensable et que la possibilité de se procurer des substances à ces fins ne devrait faire l'objet d'aucune restriction injustifiée,

*Rappelant également* sa résolution 53/4, dans laquelle elle a souligné qu'il était important d'assurer une disponibilité suffisante de drogues licites placées sous contrôle international à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur

\* E/CN.7/2011/1.

\*\* Au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.



détournement et leur usage illicite, et affirmé que les conventions internationales relatives au contrôle des drogues visaient à trouver cet équilibre,

*Prenant note* de la nécessité de satisfaire les besoins médicaux et scientifiques en substances placées sous contrôle international exprimés à l'échelle mondiale dans un cadre réglementaire et juridique empêchant leur détournement et leur usage illicite,

*Reconnaissant*, comme dans ses résolutions 50/4 et 52/7, le rôle important des laboratoires d'analyse des drogues au sein des systèmes de contrôle des drogues et l'utilité des résultats et des données de laboratoire pour les systèmes de justice pénale, les services de détection et de répression, les autorités sanitaires et les décideurs,

*Reconnaissant également* que la fiabilité des analyses et des résultats de ces laboratoires a des conséquences importantes pour le système de justice, la détection et la répression ainsi que les soins de santé préventifs, de même que pour l'harmonisation au plan international et la coordination et l'échange au niveau mondial d'informations et de données sur les drogues, et que l'accès à des échantillons de référence de substances placées sous contrôle est un élément d'assurance qualité essentiel pour assurer cette fiabilité,

*Soulignant* l'importance du programme d'assurance qualité de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour les laboratoires d'analyse des drogues, dans le cadre duquel des échantillons de référence en quantité minimale suffisante sont distribués aux laboratoires des États Membres qui y participent, ce qui permet d'en suivre et d'en améliorer en permanence la performance,

*Craignant* que les coûts et les démarches administratives complexes liés à l'obtention des certificats d'importation ou d'exportation requis et à la mise à disposition de matériaux de référence de substances placées sous contrôle ne perturbent le bon fonctionnement des laboratoires,

1. *Encourage* l'Organe international de contrôle des stupéfiants à continuer de s'efforcer d'assurer une disponibilité suffisante des substances placées sous contrôle international à des fins scientifiques;

2. *Prie* les États Membres de revoir, en consultation avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les procédures mises en place dans le cadre de leurs politiques et de leurs législations, selon qu'il conviendra, et conformément aux dispositions des Conventions, afin de ne pas entraver l'accès à des échantillons de référence et d'essai de substances placées sous contrôle international à des fins scientifiques;

3. *Invite* l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à collaborer étroitement à l'étude des mécanismes envisageables pour faciliter la mise à disposition d'échantillons de référence et d'essai de substances placées sous contrôle en quantités minimales dans les laboratoires d'analyse des drogues afin de les aider dans leur tâche d'analyse et d'assurance qualité, et note que ces mécanismes pourraient être notamment des points de contact nationaux, des mesures régissant la transmission des échantillons, des moyens de transport et des prescriptions quant aux quantités visées.